



**PRÉFÈTE
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale des Territoires et de la Mer
Service des Procédures Environnementales**

**Direction régionale de l'environnement, de
l'aménagement et du logement
Unité Départementale de la Gironde**

Arrêté préfectoral du 11 MARS 2022

portant exécution de travaux d'office ADEME

**Mise en sécurité du dépôt de déchets constitué par la SN CHALLENGER
sis « Bois de l'Eglise » parcelles n°278, 283, 284, 286, 288, 319, 320, 322
à 327 – section C à Lanton (33 138)**

LA PRÉFÈTE DE LA GIRONDE

VU le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-8 2°, L. 171-11 L. 511-1, L.556-3 ;

VU la circulaire du 26 mai 2011 relative à la cessation d'activité d'une installation classée - Chaîne de responsabilités – Défaillance des responsables ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 novembre 2006, autorisant la société CHALLENGER à exploiter un centre de regroupement de DIB et de déchets de démolition, un centre de transit de déchets propres et secs issus de collectes sélectives et un centre de compostage de déchets verts, sur le territoire de la commune de Lanton (33 138), sis « Bois de l'Église », parcelles n°278, 283, 284, 286, 288, 319, 320, 322 à 327 – section C. ;

VU le récépissé de changement d'exploitant délivré le 11 septembre 2007 au nom de la Société Nouvelle (SN) CHALLENGER ;

VU l'arrêté préfectoral 31 juillet 2012 mettant en demeure la SN CHALLENGER de respecter les prescriptions techniques préfectorales relatives aux déchets autorisés sur le site de Lanton ;

VU l'arrêté préfectoral du 19 juin 2013 portant consignation de 2 300 000 € TTC à l'encontre de la SN CHALLENGER répondant du coût des travaux d'évacuation de ces déchets non autorisés ;

VU le jugement du 11 juin 2014 par lequel le tribunal de commerce de Bergerac a prononcé la liquidation de la SN CHALLENGER ;

VU l'attestation du 24 novembre 2014 de la SCP SILVESTRI, mandataire liquidateur de la SN CHALLENGER, déclarant l'absence d'actifs ;

VU le courrier du 4 mars 2015 de la DGFIP de la Gironde déclarant l'irrecouvrabilité de la créance générée par la consignation susvisée ;

VU l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2012 prescrivant à la commune de Lanton la remise en état de l'ancienne décharge communale rendue impossible en raison du recouvrement de cette décharge communale par les stocks de déchets déposés par la SN CHALLENGER ;

VU l'arrêté préfectoral du 23 septembre 2016 prescrivant à l'ADEME et après accord du préfet de région le 28 juillet 2016, d'étudier les différents scénarios pour (1) mettre en sécurité le dépôt de déchets constitué par la SN CHALLENGER sis « Bois de l'Eglise » à Lanton (33 138), et (2) pour réhabiliter l'ancienne décharge communale de Lanton sis « Bois de l'Eglise » à Lanton (33 138) ;

VU le rapport de l'ADEME intitulé « Compte Rendu d'Intervention Terminée - Challenger – décembre 2019 », transmis le 3 décembre 2019 proposant de confiner l'ensemble des déchets du dépôt CHALLENGER sur site, en utilisant les terres de l'ancienne décharge communale à l'issue d'opérations de criblage ;

VU le courrier du 7 juin 2021 de Mme la Maire de Lanton donnant son accord sur cette proposition et sur le financement conjoint des opérations ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 29 novembre 2021 ;

VU la saisine du ministère en charge de l'environnement par la Préfète de Gironde par courrier du 3 décembre 2021 sollicitant une intervention de l'ADEME pour poursuivre la mise en sécurité du site en procédant au confinement de l'ensemble des déchets du dépôt CHALLENGER sur site, en utilisant les terres de l'ancienne décharge communale de Lanton à l'issue d'opérations de criblage ;

VU l'accord du ministère en charge de l'environnement par courrier du 23 décembre 2021 autorisant la préfète de confier à l'ADEME de réaliser les opérations de mises en sécurité proposées ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 28 février 2022 ;

VU le courriel du 6 janvier 2022 informant, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 171-8, l'exploitant représenté par Maître SILVESTRI, de la procédure susceptible d'être prise à son encontre et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

Considérant que l'arrêté préfectoral du 23 septembre 2016 avait prescrit à l'ADEME d'étudier les différents scénarios pour (1) mettre en sécurité au regard du risque d'incendie le dépôt de déchets constitué par la SN CHALLENGER, représenté par Maître SILVESTRI sis « Bois de l'Eglise » à Lanton (33 138), et (2) pour réhabiliter l'ancienne décharge communale de Lanton sis « Bois de l'Eglise » à Lanton (33 138) ;

Considérant le risque d'incendie présenté par ces déchets placés au cœur de la Forêt des Landes s'ils restaient en l'état, et le faible impact du dépôt sur l'environnement en l'absence de nappes impactées ;

Considérant que l'ADEME propose ainsi dans son rapport du 3 décembre 2019, de confiner l'ensemble des déchets du dépôt CHALLENGER sur site, en utilisant les terres de l'ancienne décharge communale à l'issue d'opérations de criblage, permettant de supprimer le risque incendie ;

Considérant que Madame la Maire de Lanton a donné son accord le 7 juin 2021 sur cette proposition et sur le financement conjoint des opérations ;

Considérant que le ministère en charge de l'environnement a donné son accord le 23 décembre 2021 pour que la préfète charge l'ADEME de réaliser d'office les mesures de mise en sécurité proposées dans le cadre d'un financement conjoint des opérations avec la Mairie de Lanton ;

Considérant que la SN CHALLENGER, représentée par Maître SILVESTRI, désigné le liquidateur judiciaire, a été préalablement informée le 6 janvier 2022 de la mise en œuvre de la procédure d'exécution d'office des travaux et a été en mesure de présenter ses observations ;

Considérant l'absence d'observations de l'exploitant es-qualité formulées le 6 janvier 2022 ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de la Gironde

ARRÊTE

Article 1 – Exécution des travaux d'office

Il sera procédé, aux frais des personnes physiques ou morales responsables du dépôt de déchets abandonnés sur l'ancien site SN CHALLENGER sis « Bois de l'Eglise » parcelles n°278, 283, 284, 286, 288, 319, 320, 322 à 327 – section C à Lanton (33 138) à l'exécution des travaux suivants dans un délai n'excédant pas 30 mois à compter de la notification du présent arrêté : _____

- **confinement sur site de l'ensemble des déchets présentant un risque d'incendie du dépôt SN CHALLENGER, en utilisant les terres de l'ancienne décharge communale de Lanton (33 138) à l'issue d'opérations de criblage, permettant de supprimer le risque incendie**

Article 2 – Fin des opérations

A l'issue des opérations, un rapport final détaillé sera transmis au préfet, accompagné d'éventuelles propositions avant toute nouvelle intervention.

Article 3 – Exécution des travaux

L'Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) est chargée de l'application de la présente décision, d'exécuter ou de faire exécuter les travaux prescrits.

Article 4 – Publicité et notification

Le présent arrêté sera notifié à l'ADEME et à SCP SILVESTRI es-qualité et sera publié sur le site internet des services de l'Etat dans le département pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 – Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Bordeaux, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative soit dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « www.telerecours.fr ».

Dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté est également susceptible de faire l'objet d'un recours administratif adressé à Madame la Préfète de Gironde - 2 esplanade Charles-de-Gaulle CS 41397 33 077 Bordeaux Cedex, ou à Madame la Ministre de la transition écologique – Grande Arche de la Défense – 92 055 LA DEFENSE CEDEX.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai de recours contentieux est prolongé de deux mois.

Article 6 – Exécution

Une copie du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture
- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde,
- Madame la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Nouvelle-Aquitaine
- Monsieur le Directeur départemental des finances publiques
- Monsieur le président de la COBAN ;
- Madame la Maire de la commune de Lanton
- Monsieur le sous-préfet d'Arcachon

qui seront chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bordeaux, le 11 MARS 2022

La Préfète

Pour la Préfète et par délégation,
le Secrétaire Général

Christophe NOEL du PAYRAT

ANNEXE 1 : PLAN

**SN CHALLENGER sis « Bois de l'Eglise » à Lanton (33 138)
parcelles n°278, 283, 284, 286, 288, 319, 320, 322 à 327 – section C**

géoportail

Cadastre Challenger



© IGN 2021 - www.geoportail.gouv.fr/mentions-legales

Longitude : 1° 00' 21" W
Latitude : 44° 43' 38" N